

Colloque International SFER AGP 2014



## Agriculture et Géopolitique rivalités - puissance - coopération

Guyancourt - 12 et 13 février 2014

 cirad



### Soutien à l'agriculture : le nouveau paysage mondial

J.-C. Debar<sup>a</sup> et M. Douillet<sup>b</sup>

<sup>a</sup>Fondation FARM, s/c Crédit Agricole SA - 12, place des Etats-Unis, 92127 Montrouge Cedex, France

<sup>b</sup>FARM, 100 Boulevard du Montparnasse, 75014 Paris, France

mathilde.douillet@fondation-farm.org

Version du 15/01/14

#### Résumé

Le lancement des négociations agricoles dans le cadre du GATT, au milieu des années 1980, reposait sur un double constat : les soutiens à l'agriculture sont beaucoup plus élevés dans les pays développés que dans les pays en développement ; ils sont octroyés sous des formes (prix garantis, subventions aux intrants et autres dispositifs) qui dépriment les prix mondiaux et faussent la concurrence internationale. Mais d'après les indicateurs publiés par l'Organisation de coopération et de développement économiques et la Banque mondiale, les évolutions survenues ces dernières années ont sensiblement modifié le paysage. D'une part, le niveau du soutien à l'agriculture a diminué dans les pays à haut revenu tandis qu'il a crû fortement, en moyenne, dans les pays émergents, ce qui a conduit à une convergence de l'aide à un niveau équivalent à environ 14 % des recettes des producteurs. La hausse du soutien a été particulièrement marquée en Chine et en Indonésie. D'autre part, suite notamment à l'Accord de Marrakech en 1994, l'intervention publique en agriculture, dans les pays à haut revenu, a pris des formes qui génèrent moins de distorsions de marché (comme le découplage des aides directes dans l'Union européenne, même si ce point fait débat) ou sont moins strictement encadrées par l'Organisation mondiale du commerce (comme l'assurance chiffre d'affaires aux Etats-Unis), alors que, dans le même temps, certains pays émergents, dont l'Inde et la Chine, ont adopté ou renforcé l'utilisation d'instruments de soutien susceptibles de perturber le commerce mondial. Enfin, depuis une dizaine d'années, beaucoup de pays moins avancés, notamment en Afrique subsaharienne, s'efforcent de réduire le « biais urbain » qui a longtemps justifié la mise en œuvre de politiques pénalisant le secteur agricole. Ils ont augmenté leur soutien à l'agriculture, sans toutefois combler l'écart existant avec les pays émergents et les pays à haut revenu. La communication présente la nouvelle géographie mondiale du soutien à l'agriculture, analyse ses causes et en explore les implications sur les plans commercial et géopolitique.

## Introduction

La communication est divisée en quatre sections. Les deux premières sections dressent l'état des lieux du soutien à l'agriculture à partir des indicateurs publiés par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et par la Banque mondiale (BM). Ceux-ci montrent, d'une part, que le soutien a diminué dans les pays à haut revenu et augmenté dans les autres pays et, d'autre part, que les pays à haut revenu ont réduit les soutiens générant le plus de distorsions des échanges, contrairement à ce qu'ont fait, en moyenne, les pays émergents. La troisième section examine brièvement les principales critiques adressées aux indicateurs de soutien utilisés. La quatrième section propose des explications aux évolutions observées et en explore quelques implications.

### **1. Le soutien a diminué dans les pays avancés et augmenté dans les autres pays**

#### **1.1. Ce que montrent les indicateurs de l'OCDE**

##### *Méthode*

L'indicateur le plus utilisé pour mesurer le soutien à l'agriculture est l'Estimation du soutien aux producteurs (ESP). L'ESP est la « *valeur monétaire annuelle des transferts bruts des consommateurs et des contribuables aux producteurs agricoles, mesurés au départ de l'exploitation, découlant des mesures de soutien à l'agriculture, quels que soient leur nature, leurs objectifs ou leurs incidences sur la production ou le revenu agricoles* » (OCDE 2010). Elle est déterminée en additionnant à la valeur du soutien des prix du marché, dérivée de l'écart entre les prix agricoles intérieurs et les prix de référence mondiaux, la valeur des transferts monétaires aux producteurs (dits « *paiements* ») découlant des autres mesures mises en œuvre.

L'ESP est calculée chaque année par l'Organisation de coopération et de développement économiques pour les 34 pays membres de l'OCDE ainsi que pour quelques pays non-membres. Les 47 pays étudiés fournissent près de 80 % de la production agricole mondiale. Les ESP sont disponibles depuis 1986 pour les pays de l'OCDE et depuis au moins 1995 pour les pays non-membres (OECD 2013).

La base de données de l'OCDE comprend des pays à haut revenu et des pays émergents, mais pas de PMA (pays les moins avancés). Pour bien distinguer les évolutions du soutien par type de pays, nous avons calculé l'ESP moyenne pour ces deux catégories de pays : le groupe des pays à haut revenu (Australie, Canada, États-Unis, Islande, Israël, Japon, Norvège, Nouvelle-Zélande, Suisse, Union européenne) et le groupe des économies émergentes (Afrique du Sud, Brésil, Chili, Chine, Corée, Indonésie, Kazakhstan, Mexique, Russie, Turquie, Ukraine). Les ESP moyennes de ces deux groupes sont exprimées en pourcentage de la valeur des recettes des producteurs, pondéré par la valeur moyenne des recettes des producteurs de chaque pays<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Selon l'OCDE, les recettes des producteurs sont égales à la somme de la valeur de la production agricole et des transferts monétaires aux agriculteurs. Ces derniers sont égaux à la différence entre l'ESP et le soutien des prix du marché (SPM).

## Résultats

Le principal résultat est une convergence du niveau moyen du soutien à l'agriculture, autour de 14 % des recettes des producteurs, entre les pays à haut revenu et les économies émergentes (*graphique 1*). Cette convergence résulte de l'effet conjugué de la baisse du soutien dans les pays à haut revenu et de l'augmentation du soutien dans les économies émergentes.

L'ESP du groupe des pays à haut revenu est tombée de 31 % des recettes des producteurs sur la période 1986-89 à 27 % en 1995-99 et 14 % en 2010-12. Pour les économies émergentes, l'ESP est passée de 3 % des recettes des producteurs en 1995-99 à 14 % en 2010-12 (*tableau 1*).

Ces moyennes cachent de grandes disparités dans le niveau de soutien par pays. Sur la période 2010-12, l'ESP des pays à haut revenu varie de 1 % (en Nouvelle-Zélande) à 61 % (en Norvège). Elle est nettement moins élevée dans l'Union européenne (19 %) qu'aux Etats-Unis (8 %). Dans les économies émergentes, elle s'étale de 1 % (en Ukraine) à 49 % (en Corée). Le soutien au Brésil (5 %) est sensiblement inférieur à la moyenne des pays émergents. La Chine soutient ses agriculteurs à hauteur de 15 % de leurs recettes, soit environ deux fois plus que les Etats-Unis (8 %) et à peine moins que l'Union européenne (19 %). La situation est comparable pour la Russie.

Depuis 1995-99, l'ESP a crû fortement en Chine et en Indonésie et, à un moindre degré, au Brésil, en Russie et en Ukraine, alors qu'elle a beaucoup diminué aux Etats-Unis et en Europe.

## Le cas de l'Inde

L'OCDE ne publie pas d'ESP pour l'Inde. Nous avons toutefois tenu à ajouter des éléments de comparaison pour ce pays, eu égard à la taille de sa population, à l'importance de la sécurité alimentaire dans ses objectifs politiques et au rôle crucial qu'il a joué, ces dernières années, dans les négociations agricoles à l'Organisation mondiale du commerce.

Des chercheurs de l'IFPRI (International Food Policy Research Institute) ont calculé des ESP pour l'Inde et d'autres pays émergents (Chine, Indonésie, Vietnam) jusqu'au début des années 2000 (Orden et al. 2007). Selon eux, le soutien à l'agriculture indienne a sensiblement diminué pendant les années 1990 (avec une ESP négative en 1990 et chacune des années 1992 à 1997<sup>2</sup>), avant de remonter à la fin des années 1990, jusqu'en 2002. Sur la période 2000-2002, l'ESP de l'Inde était comprise entre 14 et 16 %, selon les modes de calcul. Ce chiffre est nettement supérieur à l'ESP moyenne que nous avons calculée pour les économies émergentes à partir des statistiques de l'OCDE (9 % sur la période 2000-04, *tableau 1*), mais les données ne sont pas strictement comparables, en raison de différences méthodologiques.

---

<sup>2</sup> Une ESP négative reflète une « taxation » nette de l'agriculture. En Inde, les prix de marché des principales cultures, pour les années considérées, ont été inférieurs en moyenne au prix mondiaux de ces cultures, ce qui se traduit par un soutien des prix du marché (SPM) inférieur à zéro. La valeur négative du SPM fait plus que compenser le montant des transferts monétaires (essentiellement des subventions aux intrants) octroyés aux agriculteurs indiens.

Gopinath (2012) montre que la valeur des subventions aux engrais, à l'électricité, à l'irrigation et aux autres intrants accordées aux agriculteurs indiens a augmenté continûment, en pourcentage de la valeur de la production agricole, entre 2002 (7,6 %) et 2008 (17,9 %). Ces subventions constituent la majeure partie des paiements octroyés à l'agriculture en Inde. Cependant, elles ne permettent pas de calculer l'ESP, car celle-ci est égale à la somme des paiements et du soutien des prix de marché (c'est-à-dire de l'écart entre les prix agricoles intérieurs et les prix agricoles mondiaux), qui n'est pas calculé par l'auteur.

Nous avons estimé le montant des transferts monétaires à l'agriculture en Inde à partir des chiffres détaillés relatifs aux subventions aux intrants et à l'investissement et aux autres dépenses publiques en faveur de l'agriculture fournis par Hoda et Gulati (2013) pour la période 2007-2010. Ce montant a oscillé entre 12 % et 19 % de la valeur de la production agricole, selon les années. La fourchette s'établit à 16-24 % si l'on inclut dans les paiements les dépenses effectuées au titre du programme Rashtriya Krishi Vikas Yojana (RKVY), dont l'imputation comme dépense agricole est sujette à débat. Là encore, ces chiffres ne permettent pas d'estimer l'ESP, car on n'a pas d'éléments précis sur le soutien des prix de marché durant la période étudiée<sup>3</sup>. On note toutefois que le montant des transferts monétaires aux agriculteurs indiens en 2010 (12-19 % selon les estimations) est très supérieur au montant des paiements versés en moyenne, la même année, aux agriculteurs du groupe des pays à haut revenu (13 %) et à ceux du groupe des pays émergents (4 %), tels que définis plus haut (*tableau 2*). Le niveau de ces paiements, en Inde, est compris entre celui des Etats-Unis (7 %) et de l'Union européenne (20 %).

## 1.2. Ce que montrent les indicateurs de la Banque mondiale

### *Méthode*

Le TNA (taux nominal d'assistance aux agriculteurs) est une autre mesure du soutien à l'agriculture, calculée par la Banque mondiale dans le cadre d'un projet d'évaluation des distorsions créées par les interventions publiques en agriculture (Anderson 2009). Déterminé par produit agricole, le taux nominal d'assistance aux agriculteurs représente le pourcentage par lequel les politiques d'un pays modifient le chiffre d'affaires des producteurs par rapport à ce qu'il serait dans un marché libre. Il est basé sur deux prix théoriques, calculés par la Banque mondiale : un prix de référence « national » (« faussé » – *distorted* en anglais -, prenant en compte les interventions publiques) et un prix de référence « international » (« non faussé » - *undistorted* - sans intervention).

Le TNA correspond au différentiel entre le prix national et le prix international, exprimé en pourcentage du prix international. Le prix de référence du marché national comprend tous les soutiens reçus directement ou via des interventions aux frontières ou sur les prix, concernant les produits ou les facteurs de production, notamment les intrants. Le prix de référence international est ajusté selon les coûts de transport et les différences de qualité, et calculé en tenant compte des distorsions des taux de change estimées par la Banque mondiale (celle-ci détermine un taux de change d'équilibre, corrigeant la surévaluation ou la sous-évaluation des

---

<sup>3</sup> Selon Hoda (2013), sur la période 2007-2010, les prix de marché du riz et du blé en Inde ont été généralement inférieurs aux prix internationaux de ces cultures, ce qui pourrait résulter en un soutien des prix du marché négatif. Dans ce cas, l'ESP exprimée en pourcentage des recettes des producteurs serait inférieure à la valeur des paiements exprimée en pourcentage des recettes ; elle pourrait même être négative. Mais les informations disponibles ne permettent pas d'évaluer l'ESP pour cette période.

monnaies). Un TNA global est ensuite calculé à partir de la moyenne pondérée des TNA par produit. Une différence importante avec la méthodologie de l'OCDE est que c'est la valeur de la production à prix « non faussé » qui est utilisée dans les pondérations.

Le TNA peut être négatif, auquel cas les agriculteurs sont en réalité « taxés ».

Le TNA a été calculé par la Banque mondiale pour 75 pays (20 pays à haut revenu et 55 pays en développement), représentant entre 90 et 96 % de la population mondiale, du nombre d'agriculteurs, du produit intérieur brut (PIB) agricole et du PIB mondial. Ces pays comptent pour 85 % de la production agricole et de l'emploi agricole en Afrique, en Asie, en Amérique latine, dans les économies en transition de l'Europe de l'Est et en Asie centrale. Le TNA est déterminé pour plus de 70 produits, avec une moyenne d'une douzaine de produits par pays. Ces produits représentent plus de 70 % de la valeur brute de la production agricole dans chaque pays. Les données sont disponibles de 1955 à 2011, avec des lacunes pour certains pays.

### *Résultats*

L'étude de Krueger, Schiff et Valdès (1991), qui a fait date, a révélé que les pays les plus pauvres non seulement ne soutenaient pas leur agriculture, contrairement aux pays à haut revenu, mais qu'ils la taxaient, en particulier à cause de politiques macroéconomiques défavorables, en matière notamment de taux de change. Ainsi, les pays les plus pauvres étaient ceux qui ponctionnaient le plus lourdement leur agriculture. Ce résultat est confirmé par les données historiques du TNA (*tableau 3*).

Dans les pays en développement, le taux nominal d'assistance aux agriculteurs était négatif jusqu'au début des années 1990. Grâce à des réformes récentes qui ont amélioré les incitations par les prix, sans toutefois supprimer complètement le parti pris des gouvernements en faveur des villes et au détriment des campagnes, le TNA a atteint en moyenne 6 % en 2008-10. Inversement, après avoir augmenté jusqu'au début des années 1980, le TNA dans les pays à haut revenu est tombé de 59 % en 1985-89 à 22 % en 2008-10, évolution cohérente avec celle observée plus haut pour l'ESP.

L'amélioration enregistrée dans les pays en développement doit être relativisée. Selon la Banque mondiale, sur la période 2000-04, les « *pays à vocation agricole* » ponctionnaient leurs agriculteurs à hauteur de 10 % (contre 28 % en 1980-84), soit une « imposition » supérieure à celle calculée pour les « *pays en mutation* » (4 % contre 15 % en 1980-84). Dans les « *pays urbanisés* », le TNA, qui était légèrement négatif en 1980-84, a atteint 9 % en 2000-04 (Banque mondiale 2007)<sup>4</sup>.

Après avoir fortement diminué dans les années 1990, le soutien à l'agriculture en Inde, mesuré par le TNA, est remonté jusqu'à 18 % en 2005-07, avant de reculer à 8 % en 2008-10. Ce niveau est inférieur de moitié à celui de la Chine, mais nettement supérieur à celui du Brésil (2 %). Globalement, le TNA de l'Asie en développement en 2008-10 (10 %) est beaucoup plus élevé que celui de l'Amérique latine (qui est négatif sur cette période, - 2 %,

---

<sup>4</sup> La classification des pays par la Banque mondiale repose sur la part de la croissance économique provenant de l'agriculture et sur la part de la pauvreté globale dans le secteur agricole. La majorité des pays à vocation agricole se situent en Afrique subsaharienne. Les économies en mutation sont localisées principalement en Asie et dans la région Afrique du Nord/Moyen-Orient. Les pays urbanisés se situent essentiellement en Amérique latine, en Europe de l'Est et en Asie centrale.

alors qu'il était légèrement positif les années précédentes) et de l'Afrique subsaharienne (-3 % contre -64 % en 1980-84). Les agriculteurs d'Afrique du Nord sont beaucoup mieux lotis, avec un TNA de 15 %, qui a cependant régressé depuis le milieu des années 1990.

Le taux nominal d'assistance masque la diversité de situations des produits échangeables. En effet, un faible TNA peut traduire une faible intervention de l'Etat dans le secteur agricole, mais il peut aussi résulter d'une forte taxation des produits exportables (taux d'assistance négatif) compensée par des tarifs douaniers élevés sur les produits importables, susceptibles de concurrencer les productions locales (taux d'assistance positif).

La plupart des pays protègent leurs agriculteurs contre les produits importés. Historiquement, les protections étaient plus élevées dans les pays à haut revenu que dans les pays en développement, mais l'écart s'est réduit ces dernières décennies (*graphique 2*). La situation est très différente en ce qui concerne les produits exportables. Les pays en développement ont longtemps taxé leurs exportations agricoles, pour se procurer des recettes budgétaires, alors que les pays à haut revenu avaient l'habitude de subventionner leurs exportations agricoles. Ces subventions ont pratiquement disparu aujourd'hui (*graphique 3*).

## **2. Les pays avancés ont réduit les soutiens générant le plus de distorsions des échanges, contrairement à beaucoup de pays émergents**

### *Méthode*

Un montant donné de soutien n'a pas le même effet de distorsion sur la production et les échanges agricoles, selon la forme sous laquelle il est octroyé. Il est généralement admis que le soutien des prix de marché entraîne plus de distorsion qu'une aide directe découplée de la production et des prix de marché, même si l'ampleur relative des distorsions selon le type de soutien fait débat. Nous avons donc élaboré, à partir des données publiées par l'OCDE, un indicateur qui regroupe les soutiens les plus couplés à la production et aux prix de marché agricoles, censés générer le plus de distorsions des échanges (SDE).

Le SDE comprend trois types de soutien : le soutien au titre de la production des produits de base, les paiements au titre de l'utilisation d'intrants variables et les paiements au titre des surfaces, du nombre d'animaux, des recettes et des revenus courants, avec production requise<sup>5</sup>. A l'OMC, ces types de soutien correspondent soit à des protections à l'importation ou des subventions à l'exportation, soit à du soutien interne classé dans la « boîte orange » et soumis à des engagements de réduction (avec des exemptions *de minimis* applicables à tous les pays et des règles plus souples pour les pays en développement). Une part du SDE relève de la « boîte bleue » du soutien interne, qui regroupe des aides non soumises à des engagements de réduction mais néanmoins sujettes à discipline. Le SDE est exprimé ici en pourcentage de l'ESP.

### *Résultats*

Dans les pays à haut revenu, la part du SDE dans l'ESP a été divisée par deux, en moyenne, entre 1986-89 et 2010-12. Les soutiens qui faussent le plus la production et les échanges représentent désormais moins de la moitié de l'ESP. Au contraire, dans les pays émergents, la

---

<sup>5</sup> Ces trois types de soutien correspondent respectivement aux agrégats A, B1 et C de la nomenclature de l'OCDE utilisée pour le calcul des ESP.



part du SDE, qui était quasiment nulle sur la période 1995-99, atteignait 87 % en 2010-12 (*tableau 4*).

La réduction du SDE a été particulièrement marquée dans l'Union européenne, après le découplage des aides directes au milieu des années 2000. Le montant des soutiens générant le plus de distorsions des échanges, en pourcentage de l'ESP, est aujourd'hui moins élevé dans l'UE qu'aux Etats-Unis. L'évolution du SDE a été plus erratique dans les pays émergents : il a crû fortement en Chine, mais a diminué au Brésil et est resté quasiment stable en Indonésie.

### *Le cas de l'Inde*

L'augmentation des paiements budgétaires aux agriculteurs indiens depuis le début des années 2000 tient essentiellement à un accroissement des subventions aux intrants (engrais, électricité, irrigation), dont l'effet de distorsion sur la production et les échanges agricoles est généralement considéré comme élevé. A l'OMC, les subventions aux intrants entrent d'ailleurs dans la boîte orange du soutien interne, même si des exemptions peuvent être accordées aux pays en développement pour les soutiens octroyés aux petits agriculteurs.

En toute rigueur, cependant, l'absence de données sur le soutien des prix de marché, calculé selon la méthode de l'OCDE, ne permet pas d'affirmer que la part du SDE dans le soutien à l'agriculture en Inde s'est accrue depuis le début des années 2000. Il est en effet possible qu'une valeur négative du soutien des prix de marché compense, au moins partiellement, la hausse des subventions aux intrants.

### **3. Des résultats à considérer avec précaution**

Comme tous les indicateurs, l'Estimation du soutien aux producteurs calculée par l'OCDE et le Taux nominal d'assistance aux agriculteurs élaboré par la Banque mondiale souffrent de nombreuses limites, qui rendent leur maniement délicat. Les principales critiques adressées à l'ESP sont résumées par Gohin et Levert (2006), Butault et al. (2012) et OCDE (2010). Nous ne soulignerons ici que quelques points qu'il nous semble devoir garder à l'esprit dans l'analyse des données.

Tout d'abord, la hausse des prix agricoles mondiaux, telle qu'observée depuis le milieu des années 2000, entraîne mécaniquement une diminution de l'ESP, car elle réduit l'écart entre les prix intérieurs et les prix à l'importation ou provoque une baisse des aides directes liées aux prix de marché. Mais cette diminution peut prêter à confusion, car la politique agricole n'a pas changé.

De même, on ne peut pas interpréter de la même façon un soutien qui tombe à zéro du seul fait de la hausse des prix mondiaux et un soutien qui apparaît comme nul par absence de politique ou suite à la suppression d'une aide. Dans le premier cas, le soutien est simplement inactivé et continue d'interférer avec les décisions de production de l'agriculteur.

En outre, certaines conventions méthodologiques dans le calcul de l'ESP conduisent à majorer ou à minorer le soutien effectivement perçu par les agriculteurs<sup>6</sup>. La façon dont l'ESP rend

---

<sup>6</sup> Ainsi, l'ESP calculée pour les Etats-Unis n'intègre pas les aides accordées aux compagnies d'assurance récolte pour rémunérer les agents d'assurance ni les subventions versées au titre de la réassurance publique. Ces soutiens sont inclus dans un autre indicateur, l'Estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG). Ils

compte du soutien indirect résultant des programmes d'aide alimentaire et des mandats d'incorporation de biocarburants est elle aussi discutable.

Enfin, l'ESP ne comprend pas les aides à la recherche et au développement (R&D), qui sont pourtant, dans la durée, un facteur crucial de la compétitivité de l'agriculture (ces aides sont incluses dans l'Estimation du soutien aux services d'intérêt général, ESSG). Ainsi, l'ESP du Brésil (5 % sur la période 2010-12) est très inférieure à celle de l'Union européenne (19 %), mais les dépenses brésiliennes de R&D dans le secteur agricole, exprimées en pourcentage de l'ESP, sont légèrement supérieures à celles de l'UE (2,9 % contre 2,6 %).

Le TNA publié par la Banque mondiale semble encore plus critiquable, en raison notamment de l'opacité qui entoure son calcul et de la méthode utilisée pour ce calcul, qui cherche à corriger les distorsions résultant de certains soutiens ou de la surévaluation ou sous-évaluation des monnaies. Comme toute méthode, celle-ci est sujette à débat.

Nous considérons cependant que les tendances lourdes d'évolution du soutien à l'agriculture mises en évidence par l'ESP et le TNA sont significatives et révélatrices, dans le temps, des modifications profondes des politiques publiques affectant ce secteur. Ces indicateurs doivent être complétés par d'autres mesures et croisés avec d'autres approches, surtout quand il s'agit de comparer ponctuellement, sur une seule année, les niveaux de soutien entre pays.

#### **4. Explications et implications des résultats**

Cette section fournit des éléments de réflexion sur les trois questions suivantes : comment s'expliquent les évolutions du soutien à l'agriculture observées selon les pays ? quelles en sont les implications pour les négociations agricoles à l'OMC ? quels enseignements peut-on en tirer sur le plan géopolitique ?

##### *Les causes de l'évolution du soutien*

Plusieurs facteurs peuvent être avancés pour expliquer la baisse du soutien à l'agriculture dans les pays à haut revenu, la baisse de la « taxation » de l'agriculture dans de nombreux pays en développement et la hausse du soutien à l'agriculture dans les pays émergents et certains pays les moins avancés.

- Dans les pays à haut revenu, les principaux facteurs sont la réforme des politiques agricoles mises en œuvre à partir du milieu des années 1980 pour améliorer leur efficacité, réduire leur coût budgétaire et diminuer leur effets de distorsion des marchés agricoles et leur impact négatif sur l'environnement. Ces réformes se sont traduites à la fois par des changements unilatéraux de politique agricole et par l'inclusion de l'agriculture dans les négociations du cycle d'Uruguay (1986-1994) sur le GATT. L'accord sur l'agriculture signé à Marrakech en 1994 contient des dispositions contraignantes pour les pays développés (et, à un degré moindre, pour les pays émergents), en vue d'une réduction des protections à l'importation, des subventions à l'exportation et des soutiens internes générant le plus de distorsions des échanges.
- Face à l'endettement problématique de nombreux pays (Krumm 1985), à partir des années 1980, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international ont commencé à poser comme

---

contribuent pourtant à abaisser le coût des primes d'assurance payées par les agriculteurs. Ces soutiens sont inclus dans un autre indicateur, celui de l'Estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG).



condition préalable à l'octroi de leurs prêts la mise en œuvre de politiques de stabilisation et de plans d'ajustement structurel, mesures plus connues sous le nom de « Consensus de Washington » (Banque mondiale 1991). Ces programmes visaient à permettre l'émergence d'un secteur privé, mais leur bilan final est mitigé (USAID 1996, Banque mondiale 2005). Cependant, ils ont contribué de fait à réduire le biais anti-commerce et la taxation de l'agriculture, en particulier en Afrique (Nubukpo 2011).

- Plus récemment, la hausse du soutien dans les pays émergents et certains pays moins avancés est imputable, selon le cas :
  - à une volonté de relance de la production agricole dans les pays de l'ancienne Union soviétique, suite à l'effondrement qu'elle avait subi après la chute du Mur de Berlin en 1989 (l'ESP actuelle de la Russie, autour de 16 %, est très inférieure à son niveau de 79 % du milieu des années 1980) ;
  - aux préoccupations liées à l'insécurité alimentaire dans certains pays émergents et dans les pays les moins avancés. En 2003, à Maputo, les pays d'Afrique subsaharienne se sont engagés à augmenter jusqu'à 10 % la part des dépenses agricoles dans les dépenses publiques. La flambée des prix alimentaires, à partir de 2007, a conduit plusieurs gouvernements, en Afrique et sur d'autres continents, à accroître leur soutien à l'agriculture ;
  - à une stratégie de conquête des marchés agricoles mondiaux, affichée notamment par le Brésil ;
  - au souci des pouvoirs publics de réduire l'écart croissant entre les revenus des ruraux et ceux des urbains, observé dans beaucoup de pays émergents, en particulier en Chine et en Inde (Lele 2011).

Ce dernier point illustre une conséquence de la transformation structurelle des économies, caractérisée par la baisse de la part relative de l'agriculture dans le PIB et dans l'emploi, au profit de l'industrie et des services (Memedovic and Iapadre 2009). L'histoire montre qu'au début de cette transformation, la productivité du travail augmente généralement moins vite dans l'agriculture que dans les autres secteurs de l'économie, ce qui tend à creuser les écarts de revenu entre ruraux et urbains et incite les gouvernements à prendre des mesures de soutien à l'agriculture (Timmer et Akkus 2008). C'est ce qui s'est passé autrefois dans les pays à haut revenu et se produit depuis quelques années dans beaucoup de pays émergents à forte croissance. Selon cette analyse, les pays émergents pourraient continuer d'accroître leur soutien à l'agriculture tant que la productivité moyenne du travail agricole ne se sera pas rapprochée suffisamment du niveau observé dans les autres secteurs de l'économie. Le souci des agriculteurs de préserver les aides qui leur sont octroyées contribue également à maintenir un niveau de soutien plus élevé que celui justifié par les différences de productivité. Par ailleurs, des objectifs « non commerciaux », comme la rémunération des externalités positives ou la préservation des équilibres territoriaux, tendent de plus en plus à légitimer l'intervention publique dans l'agriculture, comme on le voit notamment en Suisse et dans l'Union européenne.

#### *Les implications pour les négociations agricoles à l'OMC*

Le niveau élevé des soutiens à l'agriculture dans les pays développés et leur impact négatif sur les prix et les échanges agricoles mondiaux, au détriment des autres pays, ont été des facteurs majeurs pour le déclenchement du cycle de l'Uruguay, au milieu des années 1980, puis le lancement du cycle de Doha, surnommé « cycle du développement », au début des

années 2000. Mais, comme le montrent les évolutions présentées dans cet article, la donne a changé.

Entre les périodes 1995-99 et 2010-12, le montant total de l'ESP, exprimé en dollars US, a diminué de 6 % dans les pays à haut revenu, alors qu'il a été multiplié par 17 dans les pays émergents. Résultat : le soutien à l'agriculture dans les pays émergents est aujourd'hui supérieur de 36 % à celui des pays à haut revenu, alors qu'il lui était très inférieur en début de période. L'écart pourrait même être sous-estimé. Selon Butault et al. (2012), en 2010, l'ESP en valeur réelle de la Chine, mesurée au taux de change en parité de pouvoir d'achat (PPA), dépassait d'environ 75 % son niveau calculé au taux de change courant, en raison de la sous-évaluation de la monnaie chinoise.

On observe également un retournement de situation si l'on considère les soutiens qui faussent le plus la production et les échanges, d'après notre indicateur (SDE). En 2010-12, le montant total du SDE, exprimé en dollars US, était 2,5 fois plus élevé dans les pays émergents que dans les pays à haut revenu, alors qu'il était 6 fois moins grand en 1995-99. Encore ces estimations n'incluent-elles pas l'Inde, qui octroie à ses agriculteurs d'énormes subventions aux intrants.

Le bouleversement du paysage mondial du soutien à l'agriculture conduit à une nouvelle appréciation des enjeux des négociations agricoles à l'OMC. Suite à l'Accord de Marrakech, les pays à haut revenu ont « joué le jeu » en réduisant leur SDE, exprimé en dollars US, de moitié, entre 1995-99 et 2010-12. Sur cette même période, les pays émergents (hors Inde) ont, quant à eux, multiplié le montant de leur SDE par 38 (soit une augmentation de plus de 3 700 %).

Dès lors que le niveau moyen du soutien à l'agriculture converge dans les pays à haut revenu et les économies émergentes (même s'il reste encore beaucoup de disparités entre pays) et que ces dernières sont à l'origine de la majeure partie des soutiens qui engendrent le plus de distorsions des échanges, le rééquilibrage des règles de l'OMC en faveur d'un encadrement plus strict de l'aide à l'agriculture dans les pays émergents est une question ouverte. La réponse pourrait passer par une redéfinition des critères du statut de pays en développement à l'Organisation mondiale du commerce et/ou par l'imposition de disciplines plus strictes sur le soutien à l'agriculture dans les pays émergents. Mais en raison de la grande disparité de leurs intérêts commerciaux, les pays émergents ne forment pas un front uni (Brink et al. 2013). Si le Brésil est très offensif à l'exportation, l'Inde se soucie avant tout de préserver ses petits agriculteurs et son dispositif d'aide alimentaire aux plus démunis, comme elle l'a montré lors de la conférence ministérielle de l'OMC à Bali, en décembre 2013.

### *Les enseignements sur le plan géopolitique*

L'évolution du soutien à l'agriculture suscite des interprétations différentes, selon le point de vue de l'interlocuteur et sa grille d'analyse. Schématiquement, l'économiste raisonne d'abord en termes de coût pour les finances publiques, de distorsion de marché, d'équité de répartition des aides ou d'impact du soutien sur l'environnement. Le décideur politique, quant à lui, cherche avant tout à positionner favorablement son pays dans la bataille économique mondiale. Il s'intéresse à la construction, dans le secteur agricole et agroalimentaire, d'avantages comparatifs qui permettront à ce pays de garantir sa sécurité alimentaire, de tirer parti de la croissance de la demande globale et d'influer sur le contenu des règles et des normes internationales dans ce secteur, afin d'exercer sa puissance (Abis et Pouch 2013).

Ces deux approches doivent être conjuguées pour tirer les conséquences de deux faits majeurs mis en évidence ici : la faiblesse du soutien à l'agriculture dans les pays les moins avancés, comparé aux autres pays ; et le rattrapage des pays à haut revenu par les pays émergents, en termes de niveau de soutien à l'agriculture.

L'Afrique, qui comprend la majorité des pays les moins avancés, sort de plusieurs décennies de « taxation » de l'agriculture. Elle commence à peine à construire des politiques agricoles relativement ambitieuses et cohérentes. L'histoire montre le rôle crucial joué dans tous les pays par la hausse de la productivité agricole comme moteur du développement (Timmer 2008). Compte tenu du faible niveau de la productivité du travail dans l'agriculture africaine, il est difficile d'anticiper un développement durable et une croissance inclusive de ce continent, profitant notamment aux ménages pauvres des zones rurales, sans une intervention publique accrue visant à créer un cadre propice à l'investissement privé dans les filières agricoles et agroalimentaires, en matière notamment de gestion des risques. La pauvreté et l'insécurité alimentaire étant sources d'instabilité politique et sociale, la déshérence du monde rural est lourde d'implications en termes d'immigration et d'insécurité globale.

En ce qui concerne le second point, on ne peut manquer de rapprocher l'augmentation du niveau moyen du soutien à l'agriculture dans les pays émergents de leur montée en puissance dans les échanges agroalimentaires mondiaux. Pour les pays à haut revenu soucieux de sauvegarder leurs parts de marché dans ce secteur, l'enjeu est certes de préserver un niveau de soutien adéquat pour maintenir des politiques agricoles efficaces – ce qui suppose de veiller à ce que les accords commerciaux signés sur les plans multilatéral et régional ne soient pas trop déséquilibrés en faveur des pays émergents - mais aussi et surtout de définir les conditions et les outils d'une intervention publique socialement acceptable, permettant à l'agriculture de relever les défis de la mondialisation. Les exemples du Brésil et de la Chine, qui investissent fortement dans la R&D agricole et agroalimentaire, sont à méditer.

## **Bibliographie**

Abis, S. et T. Pouch (2013), *Agriculture et mondialisation. Un atout géopolitique pour la France*, Presses de Sciences Po

Anderson, K. (2009), *Distortions to agricultural incentives a global perspective, 1955–2007*, The World Bank and Palgrave Macmillan

Banque mondiale (1991), *Rapport sur le développement dans le monde*. Banque Mondiale.

Banque mondiale (2005), *Conditionality Revisited, Concepts, Experiences and Lessons*. Washington DC: The World Bank

Banque mondiale (2007), *L'agriculture au service du développement*, Rapport sur le développement dans le monde 2008, Banque mondiale

Brink, L., D. Orden and Giselle Datz (2013), *BRIC Agricultural Policies Through a WTO Lens*, Journal of Agricultural Economics, Vol. 64, No. 1

Butault, J.-P., J.-C. Bureau, H.-P. Witzke, and T. Heckeley (2012), *Comparative analysis of agricultural support within the major agricultural trading nations*, Directorate General for Internal Policies, Policy Department B: Structural and Cohesion Policies, European Parliament

Gohin, A. et F. Levert (2006), *Comparer les politiques agricoles américaines et européennes : les indicateurs ESP sont-ils bien utiles ?*, Economie Rurale 294-295, juillet-octobre 2006

- Gopinath, M. (2012), *WTO Disciplines on Agricultural Support Update: A comparison of India's WTO Domestic Support Notifications with Shadow Measurements*, paper prepared for the IFPRI, April 2012
- Krumm K. L. (1985), *The external debt of Sub-Saharan Africa: origins, magnitude, and implications for action*. World Bank staff working paper no. 741. Washington DC: The World Bank
- Krueger, A. O., Schiff, M. & Valdés, A., (1991), *The Political Economy of Agricultural Pricing Policy*, Washington, DC, World Bank
- Memedovic O. and L. Iapadre (2009), *Structural Change in the World Economy: Main Features et Trends*. Working Paper 24. Vienna: United Nations Industrial Development Organization.
- OCDE (2010), *Manuel de l'ESP*.
- OECD (2013), *Producer and Consumer Support Estimates database for OECD and other economies, published September 2013* ([www.oecd.org](http://www.oecd.org))
- Orden D., F. Cheng, H. Nguyen, U. Grote, M. Thomas, K. Mullen, and D. Sun (2007), *Agricultural Producer Support Estimates for Developing Countries. Measurement Issues and Evidence from India, Indonesia, China, and Vietnam*, IFPRI Research Report 152
- Hoda, A. and Ashok Gulati (2013), *India's Agricultural Trade Policy and Sustainable Development Goals*, Issue Paper No. 48, ICTSD
- Hoda, A. (2013), *India's Agricultural Trade Policy and Sustainable Development Goals*, presentation au séminaire ICTSD et ICRIER, 17 avril 2013
- Lele, U., M. Agarwal, P. Timmer, and S. Goswami (2011), *Patterns of Agricultural Transformation in 109 Developing and Developed Countries with Special Focus on Brazil, China, Indonesia and India*, Workshop on policy options and investment priorities for accelerating agricultural productivity and development in India, November 10-11, 2011, IGIDR Proceedings/Projects Series, PP-069-2a
- Nubukpo K. (2011), *L'improvisation économique en Afrique de l'Ouest - Du coton au franc CFA*. Paris: Karthala
- Timmer, P. and S. Akkus (2008), *The Structural Transformation as a Pathway out of Poverty: Analytics, Empirics and Politics*, Working Paper 150, Center for Global Development
- USAID (U.S. Agency for International Development) (1996), *Comparative Analysis of Structural Adjustment Programs in Southern Africa With Emphasis on Agriculture et Trade*. Bureau for Africa. Washington DC: U.S. Agency for International Development

## Tableaux et figures

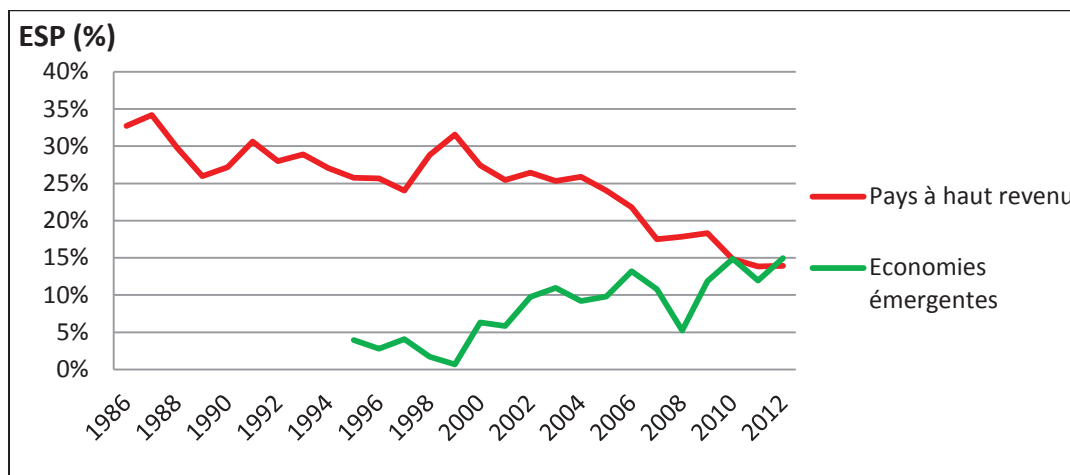
**Tableau 1 : Estimation du soutien aux producteurs (ESP)**

	ESP en pourcentage des recettes agricoles						ESP (millions US \$)
	1986-89	1990-94	1995-99	2000-04	2005-09	2010-12	2010-12
<b>Pays à haut revenu</b>	<b>31%</b>	<b>28%</b>	<b>27%</b>	<b>26%</b>	<b>20%</b>	<b>14%</b>	<b>155 028</b>
Australie	9%	9%	5%	4%	4%	3%	1 371
Canada	33%	28%	16%	20%	17%	15%	7 467
Suisse	75%	72%	70%	70%	60%	55%	5 730
UE	37%	36%	35%	33%	25%	19%	105 305
Islande	75%	70%	65%	66%	58%	45%	140
Israël			20%	16%	10%	12%	960
Japon	62%	57%	59%	57%	50%	54%	61
Norvège	69%	71%	68%	69%	61%	61%	3 952
Nouvelle-Zélande	8%	1%	1%	1%	1%	1%	129
USA	22%	17%	17%	19%	11%	8%	29 913
<b>Economies émergentes</b>			<b>3%</b>	<b>9%</b>	<b>10%</b>	<b>14%</b>	<b>210 764</b>
Brésil			-9%	5%	5%	5%	8 728
Chili		10%	9%	7%	4%	3%	342
Chine		-6%	1%	6%	9%	15%	135 367
Indonésie		4%	-8%	9%	5%	19%	23 570
Kazakhstan			11%	5%	10%	12%	1 565
Corée	72%	73%	65%	60%	55%	49%	19
Mexique	6%	25%	11%	20%	13%	13%	6 809
Russie	79%	53%	14%	12%	18%	16%	14 979
Turquie	21%	29%	29%	28%	29%	24%	18 606
Ukraine	75%	52%	-5%	2%	7%	1%	280
Afrique du Sud		9%	10%	7%	5%	3%	499

Source : calcul des auteurs à partir des données OECD (2013)

Note : UE12 en 1986-94 (RDA incluse à partir de 1990) ; UE15 en 1995-2003 ; UE27 à partir de 2007

**Graphique 1 : Estimation du soutien aux producteurs (ESP) en pourcentage des recettes agricoles**



Source : calcul des auteurs à partir des données OECD (2013)



**Tableau 2 : Valeur des paiements versés aux agriculteurs en pourcentage de la valeur de la production agricole en 2010 (%)**

Paiements en 2010 (%)			
<b>Pays à haut revenu</b>	<b>14</b>	<b>Economies émergentes</b>	<b>4</b>
- Australie	3	- Afrique du Sud	1
- Canada	7	- Brésil	2
- Etats-Unis	7	- Chili	3
- Islande	40	- Chine	5
- Israël	2	- Corée	6
- Japon	12	- Inde	12-19 (*)
- Norvège	52	- Indonésie	2
- Nouvelle-Zélande	0	- Kazakhstan	5
- Suisse	53	- Mexique	10
- UE 27	20	- Russie	7
		- Turquie	5
		- Ukraine	6

Source : calcul des auteurs à partir des données OECD (2013) pour les pays autres que l'Inde et à partir d'Hoda and Gulati (2013) pour l'Inde

(\*) : fourchette d'estimation selon les données utilisées

Note : UE12 en 1986-94 (RDA incluse à partir de 1990) ; UE15 en 1995-2003 ; UE27 à partir de 2007

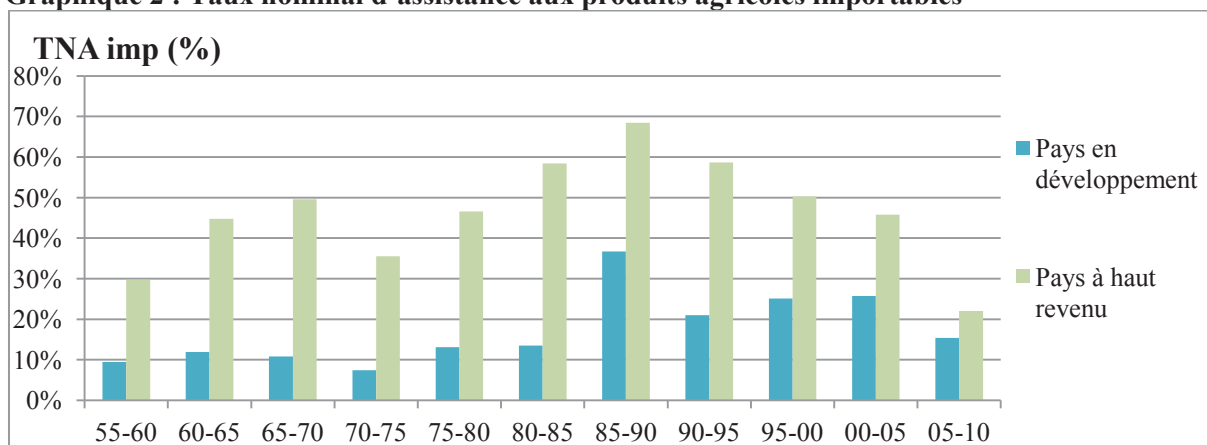
**Tableau 3 : Taux nominal d'assistance aux agriculteurs (incluant les paiements découplés)**

	1955-59	1960-64	1965-69	1970-74	1975-79	1980-84	1985-89	1990-94	1995-99	2000-04	2005-07	2008-10
<b>Monde</b>	<b>2%</b>	<b>4%</b>	<b>6%</b>	<b>-1%</b>	<b>2%</b>	<b>35%</b>	<b>22%</b>	<b>24%</b>	<b>24%</b>	<b>25%</b>	<b>15%</b>	<b>12%</b>
<b>Pays à haut revenu</b>	<b>21%</b>	<b>28%</b>	<b>34%</b>	<b>24%</b>	<b>32%</b>	<b>227%</b>	<b>59%</b>	<b>53%</b>	<b>46%</b>	<b>44%</b>	<b>28%</b>	<b>22%</b>
Japon	39%	46%	50%	47%	70%	442%	126%	119%	122%	125%	86%	89%
UE	34%	69%	75%	47%	64%	431%	70%	61%	53%	47%	32%	24%
France	35%	64%	72%	41%	57%	396%	88%	73%	56%	49%	32%	24%
USA	13%	11%	11%	7%	6%	84%	26%	20%	16%	24%	17%	10%
Australie	8%	9%	13%	9%	5%	33%	7%	6%	4%	3%	5%	3%
<b>Pays en développement</b>	<b>-26%</b>	<b>-23%</b>	<b>-22%</b>	<b>-24%</b>	<b>-22%</b>	<b>-90%</b>	<b>-8%</b>	<b>-2%</b>	<b>6%</b>	<b>9%</b>	<b>7%</b>	<b>6%</b>
<b>Asie centrale et Europe de l'Est</b>	<b>0%</b>	<b>-15%</b>	<b>-18%</b>	<b>-5%</b>	<b>-7%</b>	<b>-145%</b>	<b>4%</b>	<b>11%</b>	<b>19%</b>	<b>20%</b>	<b>26%</b>	<b>22%</b>
<b>Reste de l'Asie (hors Japon)</b>	<b>-27%</b>	<b>-26%</b>	<b>-25%</b>	<b>-25%</b>	<b>-24%</b>	<b>-104%</b>	<b>-9%</b>	<b>-2%</b>	<b>8%</b>	<b>13%</b>	<b>10%</b>	<b>10%</b>
Corée	-3%	4%	13%	36%	56%	453%	129%	165%	140%	149%	119%	68%
Chine	-45%	-45%	-45%	-45%	-45%	-226%	-35%	-14%	7%	6%	14%	16%
Inde	0%	0%	0%	0%	-6%	10%	25%	2%	1%	16%	18%	8%
Indonésie	0%	0%	0%	-3%	9%	46%	-2%	-7%	-9%	12%	10%	3%
Thaïlande	0%	0%	0%	-20%	-14%	-10%	-6%	-6%	2%	0%	3%	2%
Vietnam	0%	0%	0%	0%	0%	0%	-11%	-25%	1%	21%	4%	0%
Bangladesh	0%	0%	0%	-3%	1%	-16%	12%	-1%	-5%	3%	-17%	-23%
<b>Afrique</b>	<b>-14%</b>	<b>-8%</b>	<b>-12%</b>	<b>-15%</b>	<b>-15%</b>	<b>-46%</b>	<b>-2%</b>	<b>-9%</b>	<b>-3%</b>	<b>-5%</b>	<b>-2%</b>	<b>-1%</b>
<b>Afrique du Nord</b>	<b>-12%</b>	<b>-17%</b>	<b>-19%</b>	<b>-19%</b>	<b>-8%</b>	<b>-23%</b>	<b>28%</b>	<b>-3%</b>	<b>42%</b>	<b>29%</b>	<b>25%</b>	<b>15%</b>
Maroc	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	80%	65%	54%	32%
Egypte	-23%	-34%	-38%	-38%	-16%	-46%	57%	-6%	4%	-6%	-4%	-1%
<b>Afrique subsaharienne</b>	<b>1%</b>	<b>0%</b>	<b>-4%</b>	<b>-7%</b>	<b>-13%</b>	<b>-64%</b>	<b>-11%</b>	<b>-7%</b>	<b>-6%</b>	<b>-5%</b>	<b>-2%</b>	<b>-3%</b>
Zambie	0%	0%	-22%	-16%	-37%	-14%	-59%	-31%	-29%	-28%	10%	0%
Sénégal	0%	-7%	-7%	-22%	-23%	-102%	5%	6%	-6%	-8%	5%	0%
Tchad	0%	0%	0%	-5%	-5%	-15%	0%	-1%	-1%	0%	0%	0%
Benin	0%	0%	0%	-1%	0%	-3%	0%	-2%	-2%	0%	0%	0%
Kenya	21%	23%	10%	-12%	-2%	-93%	11%	-6%	2%	9%	1%	-1%
Cameroun	0%	-2%	-6%	-7%	-14%	-56%	-2%	-1%	-1%	0%	-1%	-2%
Ghana	-4%	-9%	-20%	-15%	-26%	-85%	-6%	-2%	-3%	-1%	1%	-6%
Tanzanie	0%	0%	0%	0%	-33%	-281%	-45%	-25%	-23%	-12%	-5%	0%
Togo	0%	0%	0%	0%	0%	-6%	-1%	-2%	-1%	-1%	-4%	-4%
Mali	0%	0%	0%	-2%	-2%	-9%	-1%	-1%	-2%	0%	-3%	-5%
Ethiopie	0%	0%	0%	0%	0%	-70%	-22%	-24%	-18%	-11%	-8%	-1%
Burkina Faso	0%	0%	0%	-1%	-2%	-7%	-1%	-1%	-1%	0%	-3%	-9%
Côte d'Ivoire	0%	-21%	-32%	-30%	-35%	-178%	-26%	-20%	-21%	-26%	-30%	-20%
Mozambique	0%	0%	0%	0%	-28%	-126%	-32%	-3%	4%	7%	6%	11%
Nigeria	0%	17%	12%	7%	6%	47%	8%	4%	0%	-5%	-2%	6%
Ouganda	0%	-1%	-3%	-8%	-4%	-25%	-7%	-1%	0%	0%	-7%	-18%
<b>Afrique du sud</b>	<b>0%</b>	<b>3%</b>	<b>9%</b>	<b>-1%</b>	<b>4%</b>	<b>115%</b>	<b>12%</b>	<b>11%</b>	<b>6%</b>	<b>0%</b>	<b>7%</b>	<b>1%</b>
<b>Amérique latine et Caraïbes</b>	<b>-11%</b>	<b>-8%</b>	<b>-7%</b>	<b>-21%</b>	<b>-18%</b>	<b>-63%</b>	<b>-11%</b>	<b>4%</b>	<b>6%</b>	<b>6%</b>	<b>0%</b>	<b>-2%</b>
Colombie	0%	-1%	-5%	-15%	-13%	25%	0%	8%	13%	26%	14%	27%
Brésil	0%	0%	-5%	-27%	-23%	-129%	-21%	-11%	8%	4%	3%	2%

Source : calcul des auteurs à partir des données de la Banque mondiale

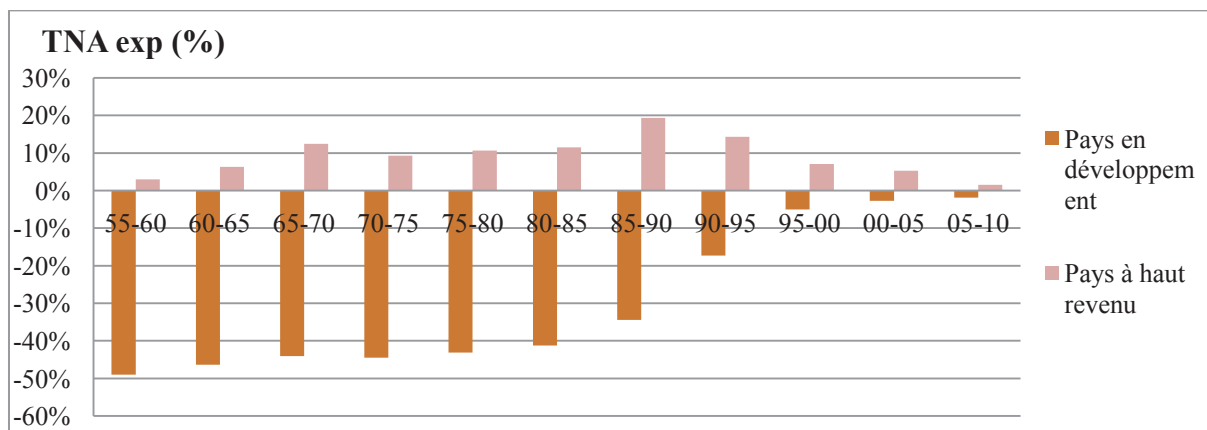
Note : les valeurs des régions sont des moyennes arithmétiques non pondérées, comme le fait la Banque mondiale

**Graphique 2 : Taux nominal d'assistance aux produits agricoles importables**



Source : données de la Banque mondiale

**Graphique 3 : Taux nominal d'assistance aux produits agricoles exportables**



Source : données de la Banque mondiale

**Tableau 4 : Taux moyen de soutien générateur de distorsions de marché (SDE) en pourcentage de l'ESP**

	1986-89	1990-94	1995-99	2000-04	2005-09	2010-12
<b>Pays à haut revenu</b>	93%	91%	93%	85%	60%	43%
Australie	87%	95%	67%	6%	29%	28%
Canada	89%	89%	84%	84%	81%	94%
Suisse	96%	93%	86%	75%	71%	67%
UE	96%	93%	96%	94%	59%	41%
Islande	93%	95%	84%	80%	78%	74%
Israël	0%	0%	90%	90%	78%	94%
Japon	95%	95%	95%	95%	93%	91%
Norvège	97%	98%	98%	92%	84%	85%
Nouvelle-Zélande	38%	60%	59%	44%	73%	81%
USA	88%	83%	68%	64%	52%	49%
<b>Economies émergentes</b>			-1%	72%	74%	86%
Brésil			151%	51%	66%	80%
Chili		96%	87%	65%	43%	27%
Chine		91%	17%	58%	65%	86%
Indonésie		77%	102%	97%	98%	99%
Kazakhstan	0%	0%	95%	96%	87%	89%
Corée	99%	98%	97%	99%	95%	95%
Mexique	189%	86%	87%	70%	52%	55%
Russie	96%	75%	92%	34%	86%	79%
Turquie	99%	99%	99%	88%	90%	93%
Ukraine	98%	95%	95%	-808%	91%	92%
Afrique du Sud	0%	20%	98%	96%	87%	79%

Source : calcul des auteurs à partir des données OCDE

Note : UE12 en 1986-94 (RDA incluse à partir de 1990) ; UE15 en 1995-2003 ; UE27 à partir de 2007